



RAPPORT DE GESTION

Deuxième trimestre clos le 31 août 2023

FAITS SAILLANTS¹

- Le chiffre d'affaires trimestriel s'est établi à 80,3 millions de dollars, une augmentation de 12,7 millions de dollars ou 18,7 % comparativement au premier trimestre, une baisse de 4,7 millions de dollars ou 5,6 % comparativement au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable à des retards de livraison découlant de problèmes de préparation des clients et à un déficit de commandes livrables dans les opérations italiennes de la Société.
- La marge brute pour le trimestre s'est établie à 23,4 millions de dollars, ou 29,1 %, par rapport à 23,5 millions de dollars, ou 27,6 %, à l'exercice précédent. La marge brute a progressé de 8,3 millions de dollars, ou 690 points de base comparativement au premier trimestre de l'exercice en cours. La marge brute en pourcentage du trimestre est le fruit de l'amélioration du mix de produits, qui a compensé la baisse du volume des ventes et les écarts de change non réalisés défavorables comparativement à l'exercice précédent.
- Perte nette² de 2,1 millions de dollars et BAIIA³ de 3,0 millions de dollars pour le trimestre comparativement à une perte nette² de 3,7 millions de dollars et un BAIIA³ de 1,4 million de dollars pour l'exercice précédent. La hausse du BAIIA³ est attribuable principalement à la baisse de 2,1 millions de dollars des frais d'administration.
- Le carnet de commandes³ demeure solide, s'établissant à 485,7 millions de dollars, une augmentation de 21,3 millions de dollars, ou 4,6 %, depuis le début de l'exercice. L'augmentation du carnet de commandes³ est attribuable principalement au décalage des dates de livraison prévues selon le carnet de commandes³. La portion livrable dans les 12 prochains mois du carnet de commandes³ s'établit à 339,4 millions de dollars.
- Les nouvelles affaires nettes (« nouvelles affaires »)³ se sont établies à 71,5 millions de dollars pour le trimestre, soit une diminution de 2,0 millions de dollars ou 2,7 % par rapport à l'exercice précédent. La baisse des nouvelles affaires³ est surtout attribuable à la réduction des commandes de distributeurs liées aux activités ERR ainsi qu'à la baisse des commandes dans les secteurs minier et des procédés, compensée en partie par le rebond des commandes dans le secteur pétrolier et gazier par rapport à l'exercice précédent.
- Le montant net de la trésorerie de la Société s'élève à 39,4 millions de dollars à la fin du trimestre, une diminution de 19,3 millions de dollars par rapport aux 58,6 millions de dollars inscrits au début du trimestre. La baisse du montant net de la trésorerie pour le trimestre découle de variations défavorables temporaires du fonds de roulement, notamment dans les créances d'exploitation, les stocks et les dettes d'exploitation et les charges à payer, alors que la Société se prépare pour une forte activité au troisième et quatrième trimestres de l'exercice en cours. La trésorerie disponible reste solide avec une encaisse et des facilités disponibles s'élevant à 122,1 millions de dollars.
- Le 18 septembre 2023, la Société a conclu l'acquisition précédemment annoncée de la participation minoritaire de 25 % dans Segault S.A.S. pour 4,7 millions d'euros (5,1 millions de dollars). La Société détient désormais la totalité des actions en circulation de Segault S.A.S.
- La Société a annoncé plus tôt aujourd'hui avoir été verbalement informés que le bureau du ministre de l'Économie Français refuse la vente de Segault S.A.S. et de Velan S.A.S. à Flowserve qui devait intervenir dans le cadre de la vente globale de Velan Inc. Par conséquent, Flowserve a informé la Société de son intention de mettre fin le 7 octobre 2023, à la convention d'arrangement.

¹ Toutes les sommes présentées sont en dollars américains.

² Le résultat net ou la perte nette représente le résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.

³ Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires – Des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport de gestion.

Le texte qui suit est une analyse des résultats d'exploitation consolidés et de la situation financière consolidée de Velan Inc. (la « Société ») pour le trimestre clos le 31 août 2023. Le présent rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 28 février 2023 et 2022. Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (les « IFRS »). Les principales méthodes comptables conformément auxquelles ces états financiers consolidés ont été dressés sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés audités de la Société. L'ensemble des opérations et des soldes libellés en monnaies étrangères ont été convertis en dollars américains, monnaie de présentation de la Société. Le présent rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration de la Société le 5 octobre 2023. D'autres documents d'information de la Société, notamment la notice annuelle et la circulaire de sollicitation de procurations, peuvent être consultés sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Dans le présent rapport de gestion, la Société utilise des mesures de la performance et de la situation financière qui ne sont pas définies par les IFRS (les « mesures hors IFRS ») et qui sont par conséquent peu susceptibles d'être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures, que la direction utilise pour évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, sont rapprochées des mesures de la performance définies par les IFRS. Les rapprochements sont présentés à la fin du présent rapport. La Société utilise également des mesures financières supplémentaires, qui sont définies à la fin du présent rapport.

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion peut inclure des énoncés prospectifs, qui contiennent généralement des mots comme « croire », « anticiper », « planifier », « prévoir », « avoir l'intention de », « continuer » ou « estimer » pouvant être utilisés au conditionnel ou au futur, ou la forme négative de ces termes, leurs variations ou une terminologie semblable, qui comportent tous des risques et des incertitudes. Ces risques et incertitudes sont présentés dans les documents déposés par la Société auprès des commissions des valeurs mobilières compétentes. Bien que ces énoncés soient fondés sur les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits nouveaux futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs qui, selon elle, sont raisonnables et appropriés dans les circonstances, aucun énoncé prospectif ne peut être garanti et les résultats réels futurs peuvent différer sensiblement de ceux qui sont exprimés dans les présentes. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser un énoncé prospectif contenu dans le présent rapport de gestion, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, à moins d'y être obligée par la législation en valeurs mobilières applicable. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

À PROPOS DE VELAN

La Société conçoit, fabrique et commercialise à l'échelle mondiale une vaste gamme de robinetteries destinées à divers usages industriels, notamment dans les secteurs de la production d'énergie, du pétrole et du gaz, du raffinage et de la pétrochimie, des produits chimiques, du gaz naturel liquéfié et de la cryogénie, des pâtes et papiers, des procédés géothermiques, ainsi que de la construction navale. La Société, l'un des chefs de file mondiaux de la robinetterie industrielle en acier, exploite 12 usines à l'échelle mondiale et compte 1 626 employés. Son siège est situé à Montréal, au Canada. Sa stratégie d'affaires consiste à concevoir, à fabriquer et à commercialiser des robinetteries novatrices en mettant l'accent sur la qualité, la sécurité, la facilité d'utilisation et la longévité. La Société a pour objectifs stratégiques, entre autres, de favoriser l'excellence de son exploitation et d'améliorer les marges en demeurant résolument axée sur ses clients, d'accélérer sa croissance en intensifiant ses activités dans les marchés clés où elle se démarque nettement de la concurrence, ainsi que d'améliorer et de moderniser sans cesse ses systèmes et ses procédés.

Les états financiers consolidés de la Société incluent les opérations nord-américaines, qui comptent deux usines au Canada ainsi qu'une usine et un centre de distribution aux États-Unis. Les opérations importantes de la Société à l'étranger comprennent des usines en France, en Italie, au Portugal, en Corée, à Taïwan, en Inde et en Chine. Les opérations de la Société comprennent également une opération de vente en Allemagne.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(sauf indication contraire, toutes les sommes sont en dollars américains et toutes les comparaisons sont établies par rapport à l'exercice précédent)

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
(en milliers)	31 août 2023	31 août 2022	Variation	31 août 2023	31 août 2022	Variation
Chiffre d'affaires	80 318 \$	85 054 \$	(4 736)	147 977 \$	160 059 \$	(12 082)
Marge brute	23 385	23 482	(97)	38 437	43 555	(5 118)
Frais d'administration	22 571	24 678	(2 107)	44 070	50 490	(6 420)
Impôt sur le résultat	1 021	2 084	(1 063)	1 672	3 593	(1 921)
Perte nette ¹	(2 120)	(3 676)	1 556	(10 404)	(11 028)	624
BAIIA ²	2 960	1 365	1 595	(839)	(1 513)	674
Nouvelles affaires ²	71 545	73 495	(1 950)	163 356	166 941	(3 585)
Carnet de commandes ² à la fin de la période				485 659	477 596	8 063
(en pourcentage des ventes)						
Marge brute	29,1 %	27,6 %	150 pdb	26,0 %	27,2 %	-120 pdb
(en dollars par action)						
Perte nette ¹ par action – de base et dilué	(0,10)	(0,17)	0,07	(0,48)	(0,51)	0,03
BAIIA ² par action – de base et dilué	0,14	0,06	0,08	(0,04)	(0,07)	0,03

Carnet de commandes²

	Aux		
(en milliers)	31 août 2023	28 février 2023	31 août 2022
Carnet de commandes ²	485 659	464 337	477 596
Livraisons au cours des 12 prochains mois	339 430	307 991	347 213
Livraisons après les 12 prochains mois	146 229	156 346	130 383
Pourcentage des commandes devant être livrées après les 12 prochains mois	30,1 %	33,7 %	27,3 %

¹ Le résultat net ou la perte nette représente le résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.

² Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires – Des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport de gestion.

Le carnet de commandes¹ a augmenté de 21,3 millions de dollars, ou 4,6 %, depuis le début de l'exercice. L'augmentation du carnet de commandes¹ est attribuable principalement au décalage des dates de livraison prévues selon le carnet de commandes¹. Cette augmentation du carnet de commandes¹ est également attribuable au renforcement du taux de change de l'euro par rapport au dollar américain depuis le début de l'exercice, qui se chiffrait à 6,5 millions de dollars.

Nouvelles affaires¹

Les nouvelles affaires¹ pour le trimestre se sont établies à 71,5 millions de dollars, en baisse de 2,0 millions de dollars, ou 2,7 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les nouvelles affaires¹ pour le semestre se sont établies à 163,4 millions de dollars, en baisse de 3,6 millions de dollars, ou 2,1 %, par rapport à l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre et pour le semestre est attribuable principalement à la baisse des commandes enregistrées par les opérations nord-américaines de la Société. La baisse des nouvelles affaires¹ des opérations nord-américaines sur les deux périodes est attribuable en partie à la réduction des commandes de distributeurs liées aux activités ERR découlant notamment d'une hausse des commandes de réapprovisionnement à l'exercice précédent ainsi qu'au ralentissement observé à l'heure actuelle dans certains des marchés couverts. Notons également que ce recul pour le semestre résulte aussi de la baisse des commandes enregistrées dans le secteur des procédés et que celui pour le trimestre s'explique en plus par la baisse des commandes dans le secteur minier par rapport à l'exercice précédent. La baisse des nouvelles affaires¹ pour les deux périodes a été partiellement compensée par l'augmentation des nouvelles affaires dans le secteur pétrolier et gazier inscrites par les opérations italiennes de la Société, tandis que la baisse des nouvelles affaires pour le semestre était aussi partiellement compensée par la hausse des commandes dans le secteur nucléaire inscrites par les opérations françaises de la Société. Enfin, le recul des nouvelles affaires¹ a aussi été compensé par le raffermissement du taux moyen de l'euro par rapport au dollar américain sur les nouvelles affaires¹ des opérations européennes de la Société, ce qui s'est traduit par un gain de 2,3 millions de dollars pour le deuxième trimestre et de 2,7 millions de dollars pour le semestre, par rapport à l'exercice précédent.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'est établi à 80,3 millions de dollars pour le trimestre, un recul de 4,7 millions de dollars, ou 5,6 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires pour le semestre s'est élevé à 148,0 millions de dollars, en baisse de 12,1 millions de dollars, ou 7,5 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse pour le trimestre et le semestre est attribuable principalement à une diminution des livraisons de commandes importantes des opérations italiennes de la Société en raison de la réduction du nombre de ce type de commandes enregistré à l'exercice précédent. La baisse des ventes pour le trimestre découle également de retards de livraison causés par des problèmes de préparation des clients, tandis que celle pour le semestre provenait de l'accélération des livraisons au quatrième trimestre de l'exercice précédent résultant des demandes des clients et de l'accélération de la production de la Société. Le recul du chiffre d'affaires du semestre a été en partie compensé par le rebond des livraisons par les opérations nord-américaines de la Société. Il a aussi été compensé en partie par l'effet positif du renforcement du taux moyen de l'euro par rapport au dollar américain sur les ventes chiffré à 2,1 millions de dollars pour le trimestre et le semestre, par rapport à l'exercice précédent. Enfin, le chiffre d'affaires pour les deux périodes a également été influencé positivement par des réévaluations favorables de la provision pour garantie d'exécution et du couru pour rabais sur quantité de la Société.

¹ Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires – Des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport de gestion.

Marge brute

La marge brute du trimestre s'est établie à 23,4 millions de dollars, en baisse de 0,1 million de dollars, ou 0,4 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. La marge brute pour le semestre s'est établie à 38,4 millions de dollars, en baisse de 5,1 millions de dollars, ou 11,8 %, par rapport à l'exercice précédent. La marge brute en pourcentage du trimestre de 29,1 %, a gagné 150 points de base par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, tandis que la marge brute en pourcentage pour le premier semestre de 26,0 %, représente une baisse de 120 points de base par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La marge brute pour les deux périodes a souffert de la baisse du volume de ventes, qui a nui à la capacité de la Société à couvrir ses coûts indirects fixes de production, ainsi que des écarts de change non réalisés liés à la fluctuation du dollar américain par rapport à l'euro et au dollar canadien, comparativement aux mouvements similaires de l'exercice précédent. Enfin, la marge brute pour les deux périodes a été influencée positivement par l'amélioration du mix de produits et par des réévaluations favorables de la provision pour garantie d'exécution et du couru pour rabais sur quantité de la Société.

Frais d'administration

Les frais d'administration pour le trimestre se sont établis à 22,6 millions de dollars, en baisse de 2,1 millions de dollars, ou 8,5 %. Les frais d'administration du semestre se sont établis à 44,1 millions de dollars, en baisse de 6,4 millions de dollars, ou 12,7 %. La baisse des frais d'administration pour le trimestre et le semestre est attribuable principalement à l'inscription au dernier trimestre de l'exercice précédent d'une provision relative à l'amiante fondée sur la valeur des règlements potentiels à l'égard de réclamations futures inconnues. Les charges liées aux règlements se sont chiffrées à 3,1 millions de dollars pour le deuxième trimestre et à 6,3 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2023. La baisse des frais d'administration pour les deux périodes s'explique aussi par la réduction des frais d'expédition, qui se sont stabilisés, et des frais de commissions sur vente, à la suite de la baisse du volume des ventes. Enfin, la baisse pour les deux périodes a été partiellement neutralisée par une augmentation généralisée des frais d'administration.

BAIIA¹

Le BAIIA¹ pour le trimestre s'établit à 3,0 millions de dollars, ou 0,14 \$ par action, comparativement à 1,4 million de dollars, ou 0,06 \$ par action, à l'exercice précédent. Le BAIIA¹ pour le semestre s'est chiffré à un montant négatif de 0,8 million de dollars, ou 0,04 \$ par action, comparativement à un montant négatif de 1,5 million de dollars, ou 0,07 \$ par action, pour l'exercice précédent. Les variations favorables du BAIIA¹ pour les deux périodes sont attribuables principalement à la diminution des frais d'administration exposée précédemment, annulées en partie par l'augmentation des autres charges. L'augmentation des autres charges est attribuable principalement à l'ajustement d'une provision pour un aspect logistique. Enfin, la variation favorable du BAIIA¹ pour le semestre a été compensée en partie par la diminution de la marge brute exposée précédemment.

¹ Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires – Des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport de gestion.

Impôt sur le résultat

Trimestres clos les				
(en milliers, sauf les pourcentages)	31 août 2023		31 août 2022	
	\$	%	\$	%
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi	(292)	26,5	(419)	26,5
Incidences fiscales des éléments suivants :				
Différence dans les taux d'impôt prévus par la loi dans les territoires étrangers	148	(13,4)	48	(3,0)
Pertes (profits) de change non déductibles (imposables)	(104)	9,4	841	(53,1)
Pertes fiscales non comptabilisées	1 276	(115,8)	1 545	(97,6)
Avantage attribuable à une structure de financement	(67)	6,1	(63)	4,0
Autres	60	(5,5)	132	(8,4)
Charge d'impôt sur le résultat	1 021	(92,7)	2 084	(131,6)

Semestres clos les				
(en milliers, sauf les pourcentages)	31 août 2023		31 août 2022	
	\$	%	\$	%
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi	(2 316)	26,5	(1 966)	26,5
Incidences fiscales des éléments suivants :				
Différence dans les taux d'impôt prévus par la loi dans les territoires étrangers	171	(1,9)	100	(1,4)
Pertes de change non déductibles	7	(0,1)	1 108	(14,9)
Pertes fiscales non comptabilisées	3 678	(42,1)	4 400	(59,3)
Avantage attribuable à une structure de financement	(134)	1,5	(130)	1,8
Autres	266	(3,0)	81	(1,1)
Charge d'impôt sur le résultat	1 672	(19,1)	3 593	(48,4)

Perte nette¹

La perte nette¹ s'établit à 2,1 millions de dollars, ou 0,10 \$ par action, comparativement à une perte nette¹ de 3,7 millions de dollars, ou 0,17 \$ par action, à l'exercice précédent. La perte nette¹ pour le semestre s'est chiffrée à 10,4 millions de dollars, ou 0,48 \$ par action, comparativement à une perte nette¹ de 11,0 millions de dollars, ou 0,51 \$ par action, à l'exercice précédent. La variation positive du résultat de la Société sur les deux périodes est attribuable principalement aux mêmes facteurs que ceux qui sont exposés sous la rubrique concernant le BAIIA², parallèlement à des variations favorables de la charge d'impôt sur le résultat et à des variations défavorables des charges financières.

¹ Le résultat net ou la perte nette représente le résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.

² Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires – Des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport de gestion.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL – Analyse du risque de liquidité, des facilités de crédit, des flux de trésorerie et des opérations projetées *(sauf indication contraire, toutes les sommes sont en dollars américains)*

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations financières à leur échéance. La Société gère ce risque en exerçant une surveillance continue de ses besoins de trésorerie futurs. Les prévisions de flux de trésorerie sont établies par les entités en exploitation, puis sont totalisées par la division des finances de la Société. La Société a pour politique de maintenir une trésorerie et des équivalents de trésorerie suffisants et de disposer de facilités de crédit afin de satisfaire ses besoins opérationnels actuels et futurs.

Au 31 août 2023, le carnet de commandes² de la Société se chiffrait à 485,7 millions de dollars, alors que le montant net de la trésorerie et ses facilités de crédit non utilisées totalisaient 122,1 millions de dollars. La Société estime que cette somme, combinée aux flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation, est suffisante pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières, d'accroître sa capacité de production, de financer son fonds de roulement et de mettre en œuvre sa stratégie d'entreprise. Toutefois, rien ne garantit que le risque d'un autre ralentissement marqué de l'économie n'aura pas d'incidence défavorable importante sur les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société. Au 31 août 2023, la Société respectait tous ses engagements liés à sa dette et à ses facilités de crédit.

En plus de gérer le risque de liquidité, la Société surveille la situation financière de ses principaux fournisseurs. Au 31 août 2023, la Société ne détecte pas de risques indus à la suite de cette évaluation.

Flux de trésorerie – trimestres et semestres clos le 31 août 2023

(sauf indication contraire, toutes les sommes sont en dollars américains et toutes les comparaisons sont établies par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent)

Les variations du montant net de la trésorerie de la Société ont été les suivants :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	31 août 2023	31 août 2022	31 août 2023	31 août 2022
<i>(en milliers)</i>				
Trésorerie, montant net, au début de l'exercice	58 630	47 652	53 253	53 465
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(21 160)	(11 524)	(10 466)	(14 589)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(1 950)	(1 671)	(3 382)	(3 858)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	3 341	(2 951)	2 053	(1 730)
Incidence des écarts de change sur la trésorerie	511	(1 781)	914	(3 563)
Trésorerie, montant net, à la fin de la période	39 372	29 725	39 372	29 725

Activités d'exploitation

La variation défavorable des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation pour le trimestre est attribuable principalement à des variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et à la variation nette des provisions et des acomptes de clients à long terme, partiellement compensée par l'augmentation du BAIIA¹. La variation favorable des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation pour le semestre est attribuable principalement à des variations favorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement combinées à une augmentation du BAIIA¹.

¹ Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires – Des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport de gestion.

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établissaient comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	31 août 2023	31 août 2022	31 août 2023	31 août 2022
<i>(en milliers)</i>				
Créances d'exploitation	(7 690)	(14 666)	23 530	(604)
Impôt sur le résultat à recouvrer	378	(2 129)	(111)	(2 690)
Stocks	(7 664)	6 273	(21 156)	(3 900)
Acomptes et charges payées d'avance	(1 063)	671	(1 377)	369
Dettes d'exploitation et charges à payer	(4 351)	(6 836)	(5 543)	(6 423)
Impôt sur le résultat à payer	(1 243)	(689)	(1 709)	(1 787)
Acomptes de clients	(638)	5 717	1 399	9 507
Provisions	988	(2 272)	1 834	(2 370)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(21 283)	(13 931)	(3 133)	(7 898)

Les variations négatives des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour le trimestre clos le 31 août 2023 étaient principalement :

- Une augmentation des créances d'exploitation en raison surtout de la hausse des ventes qui s'est produite tard dans le trimestre;
- Une augmentation des stocks en raison du calendrier de livraison de certaines commandes liées à des projets d'envergure; et
- Une diminution des dettes d'exploitation et charges à payer attribuable au calendrier des paiements, découlant principalement de l'achat antérieur de stocks pour la production courante et future.

Les variations négatives des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour le semestre clos le 31 août 2023 étaient principalement :

- Une augmentation des stocks en réponse à l'augmentation globale du carnet de commandes¹;
- Une diminution des dettes d'exploitation et charges à payer attribuable au calendrier des paiements;

Les variations positives des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour le trimestre clos le 31 août 2023 sont attribuables principalement à la diminution des créances d'exploitation qui découle surtout de l'augmentation des recouvrements.

Activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement pour le trimestre et le semestre proviennent principalement d'entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement pour l'exercice précédent s'appuient sur les mêmes facteurs que pour l'exercice en cours, en plus de l'augmentation des investissements à court terme durant le semestre.

¹ Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires – Des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport de gestion.

Activités de financement

Durant le trimestre, la Société a tiré la somme de 5,0 millions de dollars sur sa facilité de crédit renouvelable afin de financer ses besoins en éléments hors trésorerie temporaires du fonds de roulement. La Société a néanmoins continué, durant les deux périodes, de rembourser sa dette à long terme.

Au cours du trimestre précédent, la Société a continué à rembourser sa dette à long terme sans émettre de nouveaux titres de créance. Au cours du semestre précédent, les opérations italiennes de la Société ont emprunté 2,2 millions de dollars sous forme de prêts bancaires non garantis portant intérêt au taux de 0,67 % à 0,71 % par année, qui sont remboursables par versements trimestriels et qui expirent au cours de l'exercice 2027.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Du fait de ses activités, la Société est exposée à divers risques financiers, à savoir le risque de marché (y compris le risque de change et le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie et à la juste valeur), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme global de gestion des risques financiers de la Société vise à atténuer les risques imprévisibles du marché des capitaux et leurs effets potentiellement négatifs sur la performance financière de la Société.

La gestion des risques financiers est généralement assurée par la division des finances de la Société, conformément aux politiques approuvées par le conseil d'administration. La responsabilité de cette division consiste à définir, à évaluer et à couvrir les risques financiers de concert avec les équipes des finances des filiales de la Société. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition à certains risques. L'utilisation des instruments financiers dérivés est régie par une politique aux termes de laquelle aucune opération sur dérivé ne doit être conclue en vue d'établir une position de spéculation ou de levier (le corollaire étant que toutes les opérations sur dérivés doivent avoir pour seul objet la gestion des risques).

Risque de marché

Risque de change

Le risque de change lié aux instruments financiers s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varie en raison des fluctuations des taux de change. La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale et court un risque de change découlant de son exposition à diverses monnaies. Le risque de change est lié aux opérations commerciales futures et aux actifs et passifs comptabilisés qui sont libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de la Société. Les opérations de la Société utilisent différentes monnaies fonctionnelles et, par conséquent, chacune d'elles est exposée au risque de change lié à sa monnaie fonctionnelle.

Lorsqu'elle le peut, la Société rapproche les encaissements et les décaissements effectués dans une même monnaie. Le montant net de l'exposition résiduelle attendue aux devises fait l'objet d'une couverture. Pour couvrir cette exposition, la Société utilise des instruments dérivés de change, soit principalement des contrats de change à terme. Ces dérivés n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables.

Au 31 août 2023 et au 28 février 2023, l'encours des contrats dérivés s'établissait comme suit :

	Fourchette de change	de taux de	de	Profit (perte) (en milliers de dollars américains)	Notionnel (en milliers de la devise indiquée)	
	31 août 2023	28 février 2023		31 août 2023 \$	28 février 2023 \$	31 août 2023 28 février 2023
Contrats de change à terme						
Vente de dollars américains contre des dollars canadiens – de 0 à 12 mois	1,38	1,38		(3)	(299)	20 000 \$ US 40 000 \$ US
Achat de dollars américains contre des dollars canadiens – de 0 à 12 mois	1,32	1,32		2	107	20 000 \$ US 40 000 \$ US
Achat de dollars américains contre des euros – de 0 à 12 mois	1,07-1,11	-		13	-	881 \$ US -
Vente d'euros contre des dollars américains – de 0 à 12 mois	1,11	-		(2)	-	6 000 € -
Achat d'euros contre des dollars américains – de 0 à 12 mois	1,07	-		3	-	6 000 € -

Les contrats de change à terme sont des contrats où la Société s'engage à vendre ou à acheter des devises au prix d'exercice. La juste valeur des instruments de change est inscrite à l'état consolidé du résultat net et reflète les sommes estimatives que la Société aurait versées ou reçues pour régler ces contrats à la date du bilan. Les profits latents sont comptabilisés à titre d'actifs dérivés et les pertes latentes, à titre de passifs dérivés, dans l'état consolidé de la situation financière.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison principalement de ses facilités de crédit, de sa dette à long terme et de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie. Les éléments à taux variables exposent la Société au risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie, et les éléments à taux fixes exposent la Société au risque de taux d'intérêt lié à la juste valeur. La plus grande partie de la dette à long terme et des facilités de crédit de la Société porte intérêt; sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie rapportent des intérêts à des taux variables. Une variation hypothétique de 0,5 % des taux d'intérêt n'aurait pas une incidence significative sur le résultat net ou sur les flux de trésorerie de la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une perte inattendue survienne si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Ce risque est lié principalement aux créances d'exploitation de la Société.

Le risque de crédit de la Société lié à ses créances d'exploitation est concentré. Au 31 août 2023, quatre clients (quatre au 28 février 2023) représentaient plus de 5 % chacun des créances d'exploitation, dont un en représentait 9,6 % (15,0 % au 28 février 2023), alors que les 10 principaux clients de la Société représentaient 56,1 % (60,4 % au 28 février 2023) des créances d'exploitation. De plus, un client (deux au 31 août 2022) représentait plus de 10 % du chiffre d'affaires de la Société.

Pour réduire son risque de crédit, la Société évalue sur une base continue la solvabilité de ses clients et applique des procédures d'évaluation particulières à tous ses nouveaux clients. L'évaluation comprend l'analyse par échéance des créances d'exploitation, ainsi que l'analyse des profils historiques de paiement, de la solvabilité des clients et des tendances économiques du moment. Chaque client se voit attribuer une limite de crédit particulière qui est révisée périodiquement. Pour certaines créances d'exploitation, la Société peut obtenir des sûretés sous forme d'assurance-crédit à laquelle elle peut avoir recours si la contrepartie est en défaut à l'égard des modalités de l'entente.

La Société applique la méthode simplifiée selon IFRS 9, qui consiste à évaluer les pertes de crédit attendues au moyen d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Les taux des pertes de crédit attendues sont estimés à la lumière des pertes de crédit subies par la Société au cours de l'exercice précédant la clôture de la période. Les taux de pertes passées sont alors ajustés en fonction de l'information actuelle et de l'information prospective sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société.

En raison de ses instruments financiers dérivés, de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie ainsi que de ses placements à court terme, la Société est également exposée à un risque de crédit qu'elle gère en faisant affaire avec des institutions financières très bien notées. Le risque de crédit principal de la Société est limité à la valeur comptable des créances d'exploitation et des profits sur les actifs dérivés.

Le tableau qui suit présente des renseignements sommaires sur le classement par échéance des créances d'exploitation.

	Aux	
	31 août 2023	28 février 2023
(en milliers)	\$	\$
Courant	59 808	83 118
En souffrance depuis 0 à 30 jours	10 222	9 961
En souffrance depuis 31 à 90 jours	4 080	5 902
En souffrance depuis plus de 90 jours	15 694	14 548
	89 804	113 529
Moins la correction de valeur pour pertes	(327)	(481)
	89 477	113 048
Autres créances	9 803	8 005
Total des créances d'exploitation	99 280	121 053

Le tableau qui suit présente des renseignements sommaires sur la variation de la correction de valeur pour créances d'exploitation irrécouvrables.

	Semestres clos les	
	31 août 2023	31 août 2022
(en milliers)	\$	\$
Solde à l'ouverture de l'exercice	481	509
Charges pour correction de valeur pour pertes	59	5
Recouvrements de créances d'exploitation	(214)	-
Radiations de créances d'exploitation	-	(16)
Change	1	(30)
Solde à la clôture de la période	327	468

Risque de liquidité – voir l'exposé sous la rubrique *Liquidités et ressources en capital*

RISQUES SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE SUR NOS ACTIVITÉS

Dans son rapport de gestion de fin d'exercice, la Société énumère les différents risques susceptibles d'avoir une incidence sur ses activités. La Société n'a aucun changement à déclarer au 31 août 2023.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, des contrôles et procédures de communication de l'information ont été conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information présentée dans les rapports intermédiaires et annuels de la Société à ses actionnaires est rassemblée puis communiquée à la direction dans les délais prescrits, notamment au chef de la direction et au directeur financier, selon ce qui convient pour prendre des décisions concernant la communication de l'information. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a également été conçu de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont préparés conformément aux IFRS.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 31 août 2023, la Société n'a apporté à la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière aucun changement qui a ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les états financiers de la Société sont dressés conformément aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Les principales méthodes comptables de la Société qui sont décrites aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés audités de la Société sont essentielles pour comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Certaines de ces méthodes comptables exigent le recours à des estimations comptables critiques qui reposent sur des jugements complexes et subjectifs ainsi que sur des hypothèses, dont certaines portent sur des questions qui sont, par leur nature même, incertaines et susceptibles de changer. Les hypothèses et estimations utilisées sont fondées sur des paramètres qui sont dérivés de l'état des connaissances au moment de la préparation des états financiers et qui sont considérés comme raisonnables dans les circonstances. Plus particulièrement, la performance future de la Société a été estimée à la lumière des circonstances qui sont actuellement en vigueur et d'hypothèses quant à l'orientation future attendue de la conjoncture mondiale et du secteur d'activité. Si ces facteurs ne connaissent pas l'issue prévue et échappent au contrôle de la Société, les résultats réels pourraient différer des résultats attendus (voir la rubrique *Information prospective* ci-dessus). Ces estimations, ainsi que les hypothèses qui les sous-tendent, sont revues continuellement. Les modifications apportées aux estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est modifiée. Aucun changement significatif n'a été apporté aux principales estimations comptables au cours des deux derniers exercices.

Il n'y a aucun changement important par rapport aux principales estimations comptables et aux jugements indiqués dans le rapport de gestion annuel.

NORMES ET MODIFICATIONS COMPTABLES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ADOPTÉES

La norme IAS 1 *Présentation des états financiers* exige que, pour qu'une entité puisse classer un passif comme non courant, elle doit avoir le droit, à la date de clôture, de reporter le règlement du passif pendant au moins 12 mois après cette date.

En janvier 2020, l'IASB a publié les modifications à IAS 1 *Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants* (modifications de 2020). Les modifications de 2020 entraient initialement en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023. En application des modifications de 2020, une entité n'a pas le droit de différer le règlement d'un passif – et classe donc le passif comme passif courant – si elle ne se conformait pas aux clauses restrictives en raison de sa situation à la date de clôture, même si le respect de ces clauses restrictives n'avait été testé que dans les 12 mois suivant cette date.

Les modifications publiées en octobre 2022 précisent que les clauses restrictives des contrats d'emprunt auxquelles une entité doit se conformer seulement après la date de clôture n'auraient pas d'incidence sur le classement d'un passif dans les passifs courants ou non courants à la date de clôture. Toutefois, les clauses restrictives auxquelles l'entité est tenue de se conformer au plus tard à la date de clôture auraient une incidence sur le classement dans les passifs courants ou non courants, même si la clause restrictive n'est évaluée qu'après la date de clôture.

Les modifications de 2022 prévoient des obligations d'information supplémentaires. Lorsque l'entité classe un passif résultant d'un accord d'emprunt dans le passif courant et que ce passif est assujéti aux clauses restrictives auxquelles l'entité est tenue de se conformer dans les 12 mois suivant la date de clôture, elle doit fournir dans les notes des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers de comprendre le risque que le passif puisse devenir remboursable dans les 12 mois suivant la date de clôture, notamment :

- a) la valeur comptable du passif;
- b) des informations sur les clauses restrictives;
- c) les faits et circonstances, le cas échéant, qui indiquent que l'entité pourrait avoir de la difficulté à se conformer aux clauses restrictives. Ces faits et circonstances peuvent aussi comprendre le fait que l'entité ne se serait pas conformée aux clauses restrictives compte tenu de sa situation à la date de clôture.

Les modifications apportées à IAS 1 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2024, l'adoption anticipée étant permise, et elles doivent être appliquées de manière rétrospective. La Société ne s'attend pas à ce que les modifications aient une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente des données financières sommaires tirées des états financiers non audités de la Société de chacun des huit derniers trimestres clos.

Trimestres clos en mai, août, novembre et février
(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)

	TRIMESTRES CLOS							
	Août 2023	Mai 2023	Février 2023	Novembre 2022	Août 2022	Mai 2022	Février 2022	Novembre 2021
Chiffre d'affaires	80 318 \$	67 659 \$	115 141 \$	95 229 \$	85 054 \$	75 005 \$	124 849 \$	109 971 \$
Résultat net (perte nette) ¹	(2 120)	(8 284)	(47 164)	2 739	(3 676)	(7 352)	(25 590)	4 507
Résultat net (perte nette) ¹ par action								
- De base et dilué(e)	(0,10)	(0,38)	(2,18)	0,13	(0,17)	(0,34)	(1,19)	0,21
BAIIA ²	2 958	(3 799)	(39,486)	6 136	1 365	(2 878)	16 592	13 291
BAIIA ² par action								
- De base et dilué(e)	0,14	(0,18)	(1,83)	0,28	0,06	(0,13)	0,77	0,62

¹ Le résultat net ou la perte nette représente le résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.

² Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires – Des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport de gestion.

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Dans le présent rapport de gestion, la Société utilise des mesures de la performance et de la situation financière qui ne sont pas définies par les IFRS (les « mesures hors IFRS ») et qui sont par conséquent peu susceptibles d'être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures, que la direction utilise pour évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, sont rapprochées des mesures de la performance définies par les IFRS. La Société utilise également des mesures financières supplémentaires. Ces rapprochements et définitions sont présentés ci-dessous.

Bénéfice (perte) avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »)

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	31 août 2023	31 août 2022	31 août 2023	31 août 2022
(en milliers, sauf les montants par action)	\$	\$	\$	\$
Perte nette ¹	(2 120)	(3 676)	(10 404)	(11 028)
<i>Ajustements au titre des éléments suivants :</i>				
Amortissement des immobilisations corporelles	2 154	2 023	4 220	4 184
Amortissement des immobilisations incorporelles et coûts de financement	514	556	1 077	1 124
Charges financières, montant net	1 391	378	2 596	614
Impôt sur le résultat	1 021	2 084	1 672	3 593
BAIIA	2 960	1 365	(839)	(1 513)
BAIIA par action				
- De base et dilué	0,14	0,06	(0,04)	(0,07)

Le terme « BAIIA » s'entend du résultat net ou de la perte nette attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple majoré de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et coûts de financement, du montant net des charges financières et de l'impôt sur le résultat. Le « BAIIA par action » s'obtient en divisant le BAIIA par le nombre total d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

Définitions des mesures financières supplémentaires

Les termes « nouvelles affaires nettes » et « nouvelles affaires » s'entendent des commandes fermes, net des annulations, enregistrées par la Société au cours d'une période déterminée. Les nouvelles affaires varient en fonction de la fluctuation de certains taux de changes au courant d'une période. La mesure fournit une indication de la performance des opérations de vente de la Société pour une période déterminée et donne une idée des attentes concernant le chiffre d'affaires et les flux de trésorerie devant être réalisés sur ces commandes.

Le terme « carnet de commandes » s'entend du cumul de toutes les nouvelles affaires prises en charge par la Société et restant à livrer. Le carnet de commandes varie en fonction de la fluctuation de certains taux de changes au courant d'une période. La mesure fournit une indication des défis opérationnels auxquels la Société sera confrontée et donne une idée des attentes concernant le chiffre d'affaires et les flux de trésorerie devant être réalisés sur ces commandes.

Le « ratio commandes/chiffre d'affaires » s'obtient en divisant les commandes par le chiffre d'affaires. La mesure fournit une indication de la performance et des perspectives de la Société pour une période déterminée.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

¹ Le résultat net ou la perte nette représente le résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.